Message de Zeid Ra’ad Al Hussein

Partage international n° 447 – Novembre 2025

Ancien haut-commissaire des Nations unies aux droits de l’homme

Le 14 octobre 2025

Chers amis,

Le mois dernier, pendant une semaine, j’ai assisté à l’une des réunions de haut niveau les plus tendues de l’Assemblée générale, des Nations unies (AGNU) de mémoire récente. Au moment où les dirigeants de plus de 150 pays se sont réunis à New York, nous ne pouvons ignorer le fait que notre système multilatéral est au bord du gouffre.

J’ai travaillé pendant de nombreuses années aux Nations unies. J’ai été témoin des incroyables progrès qu’elles ont permis de réaliser, qu’il s’agisse des conflits qu’elles ont résolus pacifiquement, souvent en coulisses, des réductions sans précédent de la pauvreté, de l’éradication de la variole ou de la reconstitution de la couche d’ozone. La coopération internationale est sans aucun doute un outil puissant. Aucun État n’a intérêt à la voir s’effondrer.

Je crois fermement au système multilatéral, mais je n’en suis pas un propagandiste. Si je soutiens tout ce que l’ONU a accompli, je pense néanmoins qu’elle a aujourd’hui désespérément et urgemment besoin d’une réforme. C’était là une conviction largement partagée par les participants à l’AGNU et un thème central des discussions. Nous devons prendre cela au sérieux. Le monde ne peut se permettre une nouvelle série de réformes superficielles et timides qui ne feraient qu’encourager ceux qui rejettent le multilatéralisme et les normes internationales, et qui préféreraient revenir à une approche fondée sur la loi du plus fort.

Ce point de vue n’est pas sacrilège. Ceux qui croient au multilatéralisme ont le devoir de le critiquer. Ce n’est qu’à travers une réflexion honnête que des institutions telles que l’ONU peuvent rester efficaces et évoluer avec leur temps. Lorsque ses partisans se taisent, c’est ses détracteurs qui se font entendre – comme ils l’ont fait – à travers un discours visant son démantèlement.

Si la situation actuelle peut sembler déstabilisante, elle offre néanmoins l’occasion de mettre en place un système plus moderne et plus représentatif. Nous ne devons pas nous accrocher au passé, mais façonner ce qui doit être. Ce n’est pas une tâche facile, mais elle est nécessaire.

Pour construire un système multilatéral véritablement résilient, nous devons nous attaquer aux processus obsolètes qui le fragilisent. Les règles de négociation, par exemple, ont désespérément besoin d’être mises à jour. L’idée selon laquelle « *on n’est d’accord sur rien tant qu’on n’est pas d’accord sur tout* » rend presque impossible toute avancée progressive. De même, la règle du consensus permet à un seul membre de bloquer une action collective, même lorsque la grande majorité y est favorable.

Ces pratiques obsolètes paralysent la prise de décision à un moment où l’ONU doit faire preuve de plus d’agilité et de réactivité.

Nous devons également nous pencher sur le rôle du secrétaire général. Aujourd’hui, cette fonction est trop contrainte par la prudence politique et redevable aux gouvernements mêmes qu’elle est censée contrôler. Elle s’est de plus en plus éloignée de la vision fondatrice de l’ONU, qui était celle d’un médiateur international indépendant et dynamique. Il est essentiel de redonner à ce rôle la plénitude de ses potentialités si l’ONU veut retrouver sa crédibilité et sa résilience.

Un document publié récemment par The Elders, intitulé « *Global co-operation in a fragmented world* » (Coopération mondiale dans un monde fragmenté), détaille les recommandations visant à renforcer la coopération multilatérale. Mais une chose doit être claire : nous devons dépasser un système multilatéral otage d’intérêts unilatéraux et qui s’effondre dès qu’un seul pays se retire.

Le monde a besoin d’une coalition de volontaires, prêts à défendre et à redynamiser la coopération mondiale lorsque cela est nécessaire. Même si d’autres s’en détournent, ceux qui restent attachés aux solutions collectives doivent se mobiliser. Comme nous l’avons vu avec l’accord sur les pandémies, des progrès significatifs sont encore possibles, même lorsque certains des pays les plus puissants du

monde choisissent de ne pas s'asseoir à la table des négociations.

En faisant preuve de leadership par l'action, cette coalition peut contribuer à rétablir la confiance dans ces systèmes. La solidarité mondiale n'est pas une relique du passé, mais la seule voie viable pour l'avenir.

Je vous remercie pour votre soutien constant.

Zeid Ra'ad Al Hussein

Zeid Ra'ad Al Hussein a rejoint The Elders en janvier 2019 après avoir quitté son poste de haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme l'année précédente. Il continue de défendre ouvertement les droits humains sous toutes leurs formes.

Date des faits : 14 octobre 2025
Sources : The Elders
Thématiques : politique
Rubrique : Point de vue